Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil huit et le seize juin à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Villers-lès-Nancy s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Pascal JACQUEMIN, Maire.

Etaient présents : M. JACQUEMIN, Maire

M. KEIFLIN, Mme HERMOUET-PAJOT, M. BODIN, Mme MARNIER, M. PERROT, Mme MAUDINAS, M. SURGET, Mme JEANNIN, M. CARD, M. THEOBALD, Mme SIOCHAN DE KERSABIEC, Mme JOLY, Mme MANGEON, Mme MARCHAND, Mme MAYER, M. DEBANT, M. MOULIN, M. DELMAS, Mme NORTON, M. MASONI, M. BRENNEUR, Mme DELON, Mme CRESPIN, Mme FLECHON-PAGLIA, M. MARCHAL (arrivé à 20 h 35), Mme BEAUQUEL-MOUREY, M. CHARDON (jusqu'au point n° 8), M. WERNER, Mme COUFFIN-KAHN

Etaient excusés :

Mme BASTIAN qui donne procuration de vote à M. CARD

M. MOUGIN qui donne procuration de vote à Mme HERMOUET-PAJOT

M. CHARDON qui donne procuration de vote à M. MARCHAL (à partir du point n° 9)

M. GIRAUD qui donne procuration de vote à M. WERNER

Secrétaire :

M. MOULIN

ORDRE DU JOUR

- Désignation du secrétaire de séance
- Approbation du règlement intérieur du Conseil Municipal
- Rapport de la Chambre Régionale des Comptes
- Désignation d'un représentant à SOLOREM
- Mise en place d'un médiateur
- Commission d'Appel d'Offres - Modification de la délibération du 25 mars 2008
- Projet de fusion des groupes scolaires Marcel Pagnol et Albert Camus
- Indemnité d'entretien et de repas des Assistantes Maternelles (ASMAT) de la Crèche Familiale Municipale pour l'année 2008
- Compte Administratif - Exercice 2007
- Compte Administratif 2007 - Affectation du résultat
- Approbation du Compte de Gestion – Exercice 2007
- Indemnité de conseil à Madame la Trésorière Principale
- Augmentation des tarifs municipaux – Année 2008/2009
- Désignation des membres de la Commission Communale des Impôts Directs
- Décision Modificative n° 1/2008
- Subventions exceptionnelles – Associations sportives
- Personnel territorial – Mise à jour du tableau des effectifs
- Personnel territorial – Régime indemnitaire
- Personnel territorial – Indemnisation des heures supplémentaires
- Journée de solidarité
- Participation de la Commune de Villers-lès-Nancy pour l'acquisition de récupérateurs d'eaux pluviales
- Révision des loyers des Foyers de Personnes Agées applicables au 1^{er} juillet 2008
- Motion en faveur de la réalisation d'une gare TGV à Vandières

M. le Maire ouvre la séance à 20 heures.

M. le Maire communique au Conseil Municipal les décisions prises en application de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du 02 avril 2001 :

- les D.I.A.

047-2008	27.03.2008	D.I.A. 4 rue du Bois de l'Hospice
048-2008	27.03.2008	D.I.A. 65 boulevard du Maréchal Lyautey

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

049-2008	27.03.2008	D.I.A. 21 rue de la Mutualité
050-2008	27.03.2008	D.I.A. 28 rue des Granges
051-2008	01.04.2008	D.I.A. Rue des Chalades
055-2008	07.04.2008	D.I.A. Rue de la Grange aux Moines (40 allée des Bangards)
056-2008	11.04.2008	D.I.A. 20 boulevard de Baudricourt
058-2008	18.04.2008	D.I.A. 141 boulevard de Champelle
059-2008	23.04.2008	D.I.A. 83 rue de la Mutualité
062-2008	09.05.2008	D.I.A. 2 rue Fénelon
063-2008	09.05.2008	D.I.A. 6 rue Widric 1 ^{er}
064-2008	09.05.2008	D.I.A. 4 rue de Réherrey
065-2008	09.05.2008	D.I.A. 1-3 allée Camille Saint Saëns
071-2008	23.05.2008	D.I.A. 22 rue Martial Mourot
072-2008	23.05.2008	D.I.A. 12 rue Edouard Herriot
073-2008	23.05.2008	D.I.A. 49 avenue de Saurupt
074-2008	23.05.2008	D.I.A. 18 rue des Cottages

- les autres décisions

052-2008	02.04.2008	Saison 2007/2008 – Contrat de cession du droit de représentation du spectacle « FAHEM QUARTET »
053-2008	03.04.2008	Passation d'un contrat d'entretien et de fourniture de consommables pour 6 fontaines bonbonnes à eau avec la société La Française des Eaux
054-2008	03.04.2008	Passation d'un contrat de location de 6 fontaines bonbonnes à eau avec la Société LOCAM
057-2008	11.04.2008	Saison 2007/2008 – Embauche d'un régisseur son pour le spectacle « Fahem Quartet »
060-2008	29.04.2008	Autorisation d'ester en justice pour défendre les intérêts de la commune dans l'affaire « Nathalie DETHIERE c/Commune de Villers-lès-Nancy » - Tribunal Administratif de Nancy – Dossier n° 08009122
061-2008	05.05.2008	Autorisation d'ester en justice pour défendre les intérêts de la commune dans l'affaire « Commune de Villers-lès-Nancy c/Etat » - Tribunal Administratif de Nancy – Instruction des dossiers de cartes d'identité et passeports
066-2008	13.05.2008	Contrat de régie publicitaire pour l'agenda de Villers-lès-Nancy 2009
067-2008	15.05.2008	Saison culturelle 2007-2008 – Contrat « Gimme Swing Big Band »
068-2008	16.05.2008	Renouvellement adhésion 2008 au Réseau Gérontologique Gérard Cuny
069-2008	16.05.2008	Contrat de maintenance du logiciel GESCIME (gestion du cimetière)
070-2008	19.05.2008	Convention de partenariat avec l'Association de Gestion du Domaine de Clairlieu

1. Désignation d'un secrétaire de séance (P. JACQUEMIN)

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **désigne** M. Jean-Paul MOULIN en qualité de secrétaire de séance.

2. Approbation du règlement intérieur du Conseil Municipal (P. JACQUEMIN)

Conformément à l'article L. 2121.8 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui précise « dans les communes de 3500 habitants et plus, le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation ».

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le projet de règlement intérieur qui lui est soumis.

La commission Administration Générale du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (7 contre : Mme FLECHON-PAGLIA, M. MARCHAL, Mme BEAUQUEL-MOUREY, M. CHARDON, M. WERNER, M. WERNER pour M. GIRAUD, Mme COUFFIN-KAHN), **adopte** le règlement intérieur qui lui a été soumis sous réserve d'introduire une modification à l'article 56.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

3. Rapport de la Chambre Régionale des Comptes (P. JACQUEMIN)

Par lettre du 11 octobre 2007, la Chambre Régionale des Comptes a adressé à la Ville ses observations provisoires concernant la gestion de la commune de Villers-lès-Nancy pour la période 2002-2007.

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des réponses apportées, la Chambre a communiqué, le 9 avril 2008, ses observations définitives qui prennent la forme d'un rapport d'observations.

Inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal, ce rapport joint à la convocation du Conseil Municipal, est adressé à chacun des membres de l'assemblée et donne lieu à un débat.

Le rapport de la Chambre Régionale des Comptes a fait l'objet d'un examen en commission des Finances du 5 juin 2008.

Le Conseil **a pris** connaissance du rapport de la Chambre Régionale des Comptes concernant la gestion de la commune pour la période 2002-2007.

Celui-ci a fait l'objet d'un débat au cours de la présente séance.

4. Désignation d'un représentant à SOLOREM (P. JACQUEMIN)

En tant qu'actionnaire de SOLOREM, la Commune de Villers-lès-Nancy assiste aux assemblées générales et participe à une assemblée spéciale constituée par les collectivités actionnaires non représentées au Conseil d'Administration de la société.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de désigner le représentant de la Commune de Villers-lès-Nancy aux assemblées générales et à l'assemblée spéciale de SOLOREM.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **désigne** à l'unanimité le Maire pour représenter la commune de Villers-lès-Nancy aux assemblées générales et spéciales de la SOLOREM.

5. Mise en place d'un médiateur (P. JACQUEMIN)

La création d'un médiateur municipal s'inscrit dans un objectif de démocratie locale et de respect des droits individuels.

Le rôle du médiateur est d'intervenir en amont des litiges contentieux qui peuvent surgir entre la collectivité et une personne physique, qu'il s'agisse de lever une incompréhension entre les deux parties, d'explicitier le bien-fondé de l'administration comme de faire prévaloir les droits de l'administré au cas où ils n'auraient pas été respectés, et, le cas échéant, de favoriser la recherche d'un règlement à l'amiable.

Les services municipaux lui apporteront l'aide nécessaire à l'exercice de sa fonction.

Les coordonnées du médiateur seront rendues publiques afin de permettre à nos concitoyens de le saisir directement. La fonction de médiateur est exercée à titre bénévole. Le médiateur sera nommé ou révoqué par Monsieur le Maire pendant la durée du mandat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **décide** de créer la fonction de médiateur.

6. Commission d'Appel d'Offres - Modification de la délibération du 25 mars 2008 (P. JACQUEMIN)

Lors de sa séance du 25 mars 2008, le Conseil Municipal a procédé à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Il convient de préciser cette délibération en rappelant que Monsieur Claude KEIFLIN, remplaçant de Monsieur Pascal JACQUEMIN, est désigné par arrêté par Monsieur le Maire et non par le Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

7. Projet de fusion des groupes scolaires Marcel Pagnol et Albert Camus (D. MAUDINAS)

Par courrier en date du 17 mars 2008, Monsieur l'Inspecteur d'Académie a informé la Ville des retraits de postes envisagés à la rentrée 2008/2009 soit :

1. Un retrait de poste d'enseignant sur le groupe scolaire Albert Camus à l'école maternelle Albert Camus
2. Un retrait de poste d'enseignant sur le groupe scolaire Marcel Pagnol à l'école élémentaire Marcel Pagnol
3. Un retrait de poste d'enseignant sur le groupe scolaire de Villers-Centre à l'école maternelle Claude Déruet.

Dans ces prévisions était abordée la fusion des écoles maternelles de Clairlieu.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Par délibération du 7 avril 2008, le Conseil Municipal a émis un avis défavorable sur ces retraits de postes et fait remarquer qu'aucune décision officielle n'avait été prise par la Ville, sur la fusion des écoles maternelles jusqu'à ce Conseil Municipal.

Malgré tout, devant la réalité démographique de la Ville en général et du quartier de Clairlieu en particulier, il devenait inéluctable que les élus devraient se prononcer sur la fusion des deux groupes scolaires. En effet, le nombre d'enfants d'âge maternel ne cesse de décroître et déjà plusieurs retraits de postes ont eu lieu en maternelle. Pour la rentrée 2008/2009, il est prévu un retrait de poste à la maternelle Camus amenant cette école à ne plus avoir, lors de ladite rentrée, qu'une seule classe. Pédagogiquement et économiquement, cet état de fait n'est pas acceptable. Il convenait donc de fusionner au moins les écoles maternelles.

Monsieur le Maire a rencontré le 14 avril M. BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, pour l'entretenir des difficultés posées par les retraits de postes, en particulier à Clairlieu. Une réunion publique a eu lieu le 28 avril au centre Jean Savine pour traiter des projets de fusion des écoles du quartier et une réunion, avec quelques parents volontaires, s'est tenue le 5 mai salle Déruiet du Centre Culturel « Les Ecraignes ». Au cours de la réunion publique, M. BASTIEN, Inspecteur Départemental de l'Education Nationale (IDEN), a fait une offre de l'Inspection Académique : en cas de fusion dès cette rentrée scolaire 2008/2009, les retraits de postes prévus cette année, soit un retrait à la maternelle Camus et un à l'élémentaire Pagnol, auraient bien lieu, mais ensuite, les postes seraient gelés pour trois années scolaires, soit les années 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011. Cette proposition confirmée par l'Inspection Académique, change complètement les données du problème et permet d'obtenir une certaine stabilité pour l'équipe éducative qui doit bâtir un projet d'école nouveau avec une école maternelle à 4 classes et une école élémentaire à 9 classes. Le nouveau groupe scolaire ainsi constitué, avec une moyenne d'enfants par classe peu élevée, permettra aux enseignants d'améliorer le travail pédagogique avec moins de cours double, des passerelles entre les différentes classes plus faciles, des activités périscolaires plus intéressantes, un groupe éducatif plus important.

Il fallait également déterminer lequel des groupes scolaires actuels allait devenir le nouveau groupe scolaire de Clairlieu. Seul le groupe scolaire Camus est en capacité d'accueillir 9 classes en élémentaire ; c'est donc Camus qui sera le nouveau groupe scolaire du quartier.

D'autre part, deux directeurs des écoles ont accepté de participer au mouvement de l'Education Nationale.

Afin d'accompagner cette fusion, le Bureau Municipal a décidé de répondre aux demandes des parents et des enseignants sur les points suivants :

- réponses aux demandes de travaux des enseignants
- sécurisation des carrefours de l'avenue Paul Muller en collaboration avec le Grand Nancy
- mise en place d'un transport par bus de Pagnol vers Camus matin, midi et soir
- maintien d'un accueil périscolaire à Pagnol
- maintien de l'affectation du groupe scolaire Pagnol en Education Nationale et installation du RASED
- étude sur une nouvelle dénomination du groupe scolaire en partenariat avec les parents, les enfants et les enseignants
- aide par la ville, si les parents le souhaitent, à l'organisation d'une manifestation festive en fin d'année scolaire permettant aux enfants de Pagnol de découvrir leur nouvelle école.

L'Inspection Académique s'est engagée, pour sa part, à accompagner administrativement la ville sur cette fusion.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver ce projet de fusion des écoles de Clairlieu en un seul groupe scolaire et d'autoriser Monsieur le Maire à faire toutes les démarches nécessaires en ce sens.

La Commission Education du 3 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (7 contre : Mme FLECHON-PAGLIA, M. MARCHAL, Mme BEAUQUEL-MOUREY, M. CHARDON, M. WERNER, M. WERNER pour M. GIRAUD, Mme COUFFIN-KAHN), **approuve** le projet de fusion des écoles de Clairlieu en un seul groupe scolaire et **autorise** Monsieur le Maire à faire toutes les démarches nécessaires en ce sens.

8. Indemnité d'entretien et de repas des Assistantes Maternelles (ASMAT) de la Crèche Familiale Municipale pour l'année 2008 (D. MAUDINAS)

Le décret n° 2006-627 du 29 mai 2006 relatif au code du travail applicable aux Assistantes Maternelles modifie depuis 2006 le mode de rémunération de celles-ci et, entre autres, les indemnités d'entretien et de repas.

L'indemnité d'entretien qui était globalisée jusqu'en 2006 avec l'indemnité de repas est maintenant scindée en 2 parties :

- l'indemnité d'entretien
- l'indemnité de nourriture.

Leur calcul est le suivant :

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- indemnité d'entretien

Cette indemnité est calculée sur la base de 85 % du minimum garanti par enfant et par journée de 9 h. En 2007, l'indemnité était de 2,73 € ; au 1^{er} mai 2008, elle est passée à 85% de 3,28 € soit 2,79 €. Dès cette année, cette indemnité sera revalorisée, de fait, à chaque modification du minimum garanti et ce quelle qu'en soit la date.

- indemnité de nourriture

En 2007 l'indemnité avait été fixée à 2,45 € par jour et par enfant. Pour 2008 et compte tenu de l'augmentation substantielle des prix des matières premières alimentaires, il convient de réévaluer cette indemnité en l'augmentant de 3% et de la fixer à 2,52 €.

La Commission Education du 3 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

9. Compte Administratif - Exercice 2007 (C. KEIFLIN)

L'assemblée est appelée à examiner le Compte Administratif 2007.

Par ailleurs, les différents documents comptables : tableaux d'équilibre financier, balance générale (sections d'investissement et de fonctionnement), détail des opérations en recettes et en dépenses figurent dans le compte administratif ci-joint.

Les écritures dégagent les résultats suivants :

Excédent de fonctionnement 2007	Déficit d'investissement 2007	Solde des restes à réaliser 2007	Besoin de financement
1 833 178,84 €	- 588 180,55 €	- 292 067,00 €	- 880 247,55 €

L'essentiel de ces données budgétaires font l'objet d'un rapport de présentation présenté en commission.

Il est demandé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte administratif 2007.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré (le Maire ayant quitté la salle), à l'unanimité, **approuve** le compte administratif 2007.

10. Compte Administratif 2007 - Affectation du résultat (C. KEIFLIN)

L'instruction comptable M14, appliquée au budget principal depuis le 1er janvier 1997 reprend la plupart des grands principes de la comptabilité privée : plan comptable, rattachement des charges et produits à l'exercice, affectation des résultats.

L'assemblée délibérante doit voter le compte administratif de l'exercice comptable clos, constater les résultats et décider simultanément, en cas de solde positif, de l'affectation du résultat qui doit couvrir prioritairement les éventuels déficits des exercices précédents, ensuite le besoin de financement dégagé par la section d'investissement, le solde étant affecté en excédents de fonctionnement reporté, ou en dotation complémentaire d'investissement.

Compte tenu du besoin de financement global de la section d'investissement du budget à la clôture de l'exercice 2007 de **880 247,55 €** et du résultat de fonctionnement positif de **1 833 178,84 €**, il est proposé au Conseil Municipal d'affecter prioritairement ce résultat dégagé de l'exploitation, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de **880 247,55 €** compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » et le disponible de **952 931,29 €** en section de fonctionnement au compte de recette 002 « résultat de fonctionnement reporté » du budget de l'exercice 2008 conformément au tableau ci-dessous.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Excédent de fonctionnement 2007	Déficit d'investissement 2007	Solde des restes à réaliser 2007	Besoin de financement	Affectation excédent de fonctionnement	
				en investissement (compte 1068)	en fonctionnement (compte 002)
1 833 178,84 €	- 588 180,55 €	- 292 067,00 €	- 880 247,55 €	880 247,55 €	952 931,29 €

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (7 abstentions : Mme FLECHON-PAGLIA, M. MARCHAL, Mme BEAUQUEL-MOUREY, M. MARCHAL pour M. CHARDON, M. WERNER, M. WERNER pour M. GIRAUD, Mme COUFFIN-KAHN), **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

11. Approbation du Compte de Gestion – Exercice 2007 (C. KEIFLIN)

Le compte de gestion de l'année N est établi par le comptable à la clôture de l'exercice et doit être adressé à l'ordonnateur avant le 1^{er} juin de l'exercice N+1 pour être soumis au vote de l'assemblée délibérante.

Ce vote doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice (art L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le compte de gestion a deux finalités :

- justifier l'exécution du budget
- présenter la situation patrimoniale et financière.

Le Receveur Municipal de Vandoeuvre a communiqué le compte de gestion 2007 relatif au budget principal. Il constate toutes les opérations passées au titre de la gestion de l'exercice y compris celles effectuées au titre de la journée complémentaire.

Le total des opérations effectuées en 2007 dans le compte de gestion est conforme à celui du compte administratif concerné.

Conformément à l'article L2121-31 du Code Général des collectivités territoriales, il est donc proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'arrêt du compte de gestion 2007 du receveur de Vandoeuvre pour le budget principal de la Ville de Villers-Lès-Nancy.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **émet** un avis favorable à l'arrêt du compte de gestion 2007 du Receveur de Vandoeuvre pour le budget principal de la Ville de Villers-lès-Nancy.

12. Indemnité de conseil à Madame la Trésorière Principale (C. KEIFLIN)

L'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil à allouer aux comptables des services extérieurs du trésor, chargés des fonctions de receveur des communes.

Cette indemnité de conseil revêt un caractère facultatif, c'est pourquoi son attribution doit faire l'objet d'une délibération du conseil municipal.

Le calcul théorique de l'indemnité de conseil susceptible d'être versée au receveur municipal est basé sur les dépenses réelles des sections de fonctionnement et d'investissement afférentes aux trois derniers exercices.

Le montant de cette indemnité peut être modulé en fonction des prestations demandées au trésorier principal de la commune.

Madame FILLON a accepté d'apporter ses conseils dans les domaines suivants :

- l'établissement des documents budgétaires et comptables ;
- la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de la trésorerie ;
- la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises ;
- la mise en œuvre de réglementations économiques, budgétaires et financières.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer l'indemnité de conseil prévue par les textes à Mme FILLON, trésorière principale de Vandoeuvre,
- d'appliquer le taux maximum de 100 % soit 1 527,47 €.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **décide** d'attribuer l'indemnité de conseil prévue par les textes à Madame la Trésorière Principale au taux maximum de 100 %.

13. Augmentation des tarifs municipaux – Année 2008/2009 (C. KEIFLIN)

Il est demandé au Conseil Municipal d'émettre un vote sur l'augmentation des tarifs municipaux figurant dans le tableau ci-joint.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **décide** d'augmenter les tarifs municipaux conformément au tableau ci-joint.

14. Désignation des membres de la Commission Communale des Impôts Directs (C. KEIFLIN)

L'article 1650 du Code Général des Impôts institue, dans chaque Commune, une Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.), chargée de proposer à l'Administration Fiscale la valeur cadastrale des biens soumis aux taxes directes locales.

Cette commission est composée, outre du Maire ou de l'Adjoint délégué, de 8 commissaires titulaires et de 8 commissaires suppléants dans les communes de plus de 2 000 habitants. Les commissaires sont désignés par Monsieur le Directeur des Services Fiscaux sur une liste de contribuables de la commune, en nombre double, dressée par le Conseil Municipal dans les 2 mois de son renouvellement.

Les commissaires doivent être de nationalité française, être âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales de la commune, être suffisamment familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission. Un commissaire doit être domicilié en dehors de la commune.

Lorsque le territoire communal comporte un ensemble de propriétés boisées de 100 hectares au minimum, un commissaire doit être propriétaire de bois ou forêts. La désignation des commissaires et de leurs suppléants doit être effectuée de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe d'habitation, à la taxe foncière et à la taxe professionnelle soient équitablement représentées. La durée du mandat des commissaires est la même que celle du mandat du Conseil Municipal.

Il est demandé au Conseil Municipal d'établir la liste des contribuables à transmettre à Monsieur le Directeur des Services Fiscaux pour la désignation des commissaires titulaires et suppléants de la Commission Communale des Impôts Directs.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **soumet** la liste des contribuables figurant en annexe de la présente délibération à Monsieur le Directeur des Services Fiscaux pour la composition de la Commission Communale des Impôts Directs.

15. Décision Modificative n° 1/2008 (C. KEIFLIN)

La présente décision modificative n° 1/2008 est destinée à ajuster les crédits de dépenses et les recettes de l'exercice 2008 pour tenir compte d'éléments nouveaux intervenus en cours d'année selon le tableau détaillé ci-annexé.

La section d'investissement du budget 2008 passe de 3 308 705,00 € à 3 303 705,00 €. La section de fonctionnement du budget 2008 reste inchangée et s'équilibre à 12 474 341,00 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'adopter la décision modificative n° 1/2008 telle que définie ci-après.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (7 abstentions : Mme FLECHON-PAGLIA, M. MARCHAL, Mme BEAUQUEL-MOUREY, M. MARCHAL pour M. CHARDON, M. WERNER, M. WERNER pour M. GIRAUD, Mme COUFFIN-KAHN), **adopte** la décision modificative n° 1/2008 conformément au tableau annexé à la présente délibération.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

16. Subventions exceptionnelles – Associations sportives (J. HERMOUET-PAJOT)

1. Subvention exceptionnelle au COS TENNIS correspondant à une augmentation des frais suite à une forte augmentation des effectifs

L'association COS TENNIS sollicite la municipalité pour l'attribution d'une subvention exceptionnelle suite à une augmentation des effectifs jeunes.

Le montant de la subvention proposée s'élève à 1 000 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à verser une subvention de 1 000 €.

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008, fonction 40 article 6574.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

2. Subvention exceptionnelle au COS TWIRLING BATON correspondant aux frais de déplacements

L'association COS TWIRLING BATON sollicite la municipalité pour l'attribution d'une subvention exceptionnelle correspondant aux frais de déplacements.

Le montant de la subvention proposée s'élève à 150 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à verser une subvention de 150 €.

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008, fonction 40 article 6574.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

3. Subvention exceptionnelle à l'association Villers Handball pour des frais supplémentaires correspondant à l'augmentation des effectifs

L'association Villers Handball sollicite la municipalité pour l'attribution d'une subvention exceptionnelle pour des frais supplémentaires correspondant à l'augmentation des effectifs.

Le montant de la subvention proposée s'élève à 150 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à verser une subvention de 150 €.

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008, fonction 40 article 6574.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

4. Subvention exceptionnelle à l'Association Familiale pour la participation aux frais des 20 ans du Placieux

L'Association Familiale sollicite une subvention exceptionnelle pour financer les frais supplémentaires à l'organisation des 20 ans du Placieux.

Le montant de la subvention proposée s'élève à 200 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à verser une subvention de 200 €.

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008, fonction 40 article 6574.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

5. Subvention exceptionnelle à l'Association familiale pour la participation aux frais de déplacements pour les championnats de France GRS

L'Association Familiale sollicite une subvention exceptionnelle pour financer les frais supplémentaires de déplacements aux championnats de France de GRS à Saint Briec.

Le montant de la subvention proposée s'élève à 500 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à verser une subvention de 500 €.

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008, fonction 40 article 6574.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

6. Subvention exceptionnelle à la Maison Départementale de la Famille

La Maison Départementale de la Famille sollicite une subvention exceptionnelle pour financer les frais supplémentaires pour la remise aux normes des installations de la Ruche.

Le montant de la subvention proposée s'élève à 3 000 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à verser une subvention de 3 000 €.

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008, fonction 40 article 6574.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Pour l'ensemble de ces propositions, la commission Activités Sportives et Jeunesse du 10 juin 2008 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **vote** les subventions exceptionnelles conformément à l'exposé du rapporteur.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

17. Personnel territorial – Mise à jour du tableau des effectifs (R. BODIN)

Création de postes

* Le décret n° 2007-1828 du 24 décembre 2007 permet la création d'un poste de directeur général adjoint des services d'une commune de 10 000 à 20 000 habitants. Ce poste sera pourvu par un cadre actuellement en fonction dans la commune.

Filière administrative

Détachement sur emploi fonctionnel (catégorie A)

- 1 poste de directeur général adjoint des services

* La ville a fait appel à des agents non titulaires et des demandeurs d'emplois au titre des contrats d'accompagnement dans l'emploi. Ce personnel a montré de réelles qualités professionnelles qui ont participé au bon fonctionnement du service public municipal.

Par suite, la commune souhaite pérenniser les emplois de ces agents et créer les postes correspondants au tableau des effectifs.

Filière Administrative

Cadre d'emplois des adjoints administratifs (catégorie C)

- 2 postes d'adjoint administratif de 2^{ème} classe

Filière Technique

Cadre d'emplois des adjoints techniques (catégorie C)

- 1 poste d'adjoint technique de 2ème classe

* Un agent ayant réussi le concours d'animateur territorial, il convient de procéder à la création du poste

Filière Animation

Cadre d'emplois des animateurs (catégorie B)

- 1 poste d'animateur territorial

L'ensemble de ces propositions est résumé dans le tableau en annexe.

Les crédits correspondants sont inscrits au compte approprié du budget.

Il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'accepter les modifications apportées au tableau des effectifs.

La commission Administration Générale du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **accepte** les modifications apportées au tableau des effectifs.

18. Personnel territorial – Régime indemnitaire (R. BODIN)

Le régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale est régi par le décret 91-875 du 06 septembre 1991.

Les délibérations des Conseils Municipaux en date du 23 juin 2003, 29 septembre 2003, 27 mars 2004 et 06 mars 2007 ont fixé les conditions d'attribution du régime indemnitaire des agents de la commune, toutes filières confondues.

Le tableau des effectifs faisant apparaître de nouveaux grades, il convient de définir dans les limites prévues par les textes, le régime indemnitaire y afférent.

Filière administrative - Emploi fonctionnel : Directeur général adjoint des services

Référence : le régime indemnitaire des directeurs généraux adjoints des services est fixé par décret 97-1223 du 26 décembre 1997 modifié qui porte création d'une indemnité d'exercice des missions des préfetures (IEMP) et par décrets 2002-63 du 14 janvier 2002 et 2003-1013 du 23 octobre 2003 modifiés relatifs à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

- Indemnité d'exercice de missions des préfetures (IEMP)

Montant de référence annuel : 1494,00 €

Coefficient multiplicateur d'ajustement : compris entre 0 et 3

Taux individuel retenu : 1,89

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)
Montant moyen annuel : 1447,88 €
Coefficient annuel : ne peut excéder 8 fois le montant moyen annuel
Taux individuel retenu : 1,88

Filière Animation – cadre d’emplois des animateurs territoriaux

Référence : les décrets 97-1223 du 26 décembre 1997 modifié (IEMP), 2002-61 du 14 janvier 2002 modifié (IAT) et 2003-1013 du 23 octobre 2003 (IFTS), fixent le régime indemnitaire afférent aux grades des animateurs territoriaux.

1°) Animateur (du 1^{er} au 5^{ème} échelon)

- Indemnité d’exercice de missions des préfectures (IEMP)
Montant de référence annuel : 1250,08 €
Coefficient multiplicateur d’ajustement : compris entre 0 et 3
Taux individuel retenu : 1,25

- Indemnité d’administration et de technicité (IAT)
Montant de référence annuel : 579,36 €
Coefficient multiplicateur d’ajustement : compris entre 0 et 8
Taux individuel retenu : 1,15

2°) Animateur (à partir du 6^{ème} échelon)

- Indemnité d’exercice de missions des préfectures (IEMP)
Montant de référence annuel : 1250,08 €
Coefficient multiplicateur d’ajustement : compris entre 0 et 3
Taux individuel retenu : 1

- Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)
Montant moyen annuel : 844,24 €
Coefficient annuel : ne peut excéder 8 fois le montant moyen annuel
Taux individuel retenu : 1,375

Les modalités d’attribution du régime indemnitaire afférent à ces grades, fixées par les délibérations du 23 juin 2003 et 29 septembre 2003, restent inchangées.

Les dépenses en résultant seront inscrites au compte approprié du budget.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir accepter au profit des agents nommés sur ces grades, le bénéfice du régime indemnitaire tel que défini ci-dessus.

La commission Administration Générale du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l’exposé du rapporteur qu’il convertit en délibération.

19. Personnel territorial – Indemnisation des heures supplémentaires (J-J. DELMAS)

La délibération du Conseil Municipal du 12 février 2008 est modifiée en ce qui concerne l’annexe 1, qui prévoit les missions pour lesquelles les agents peuvent bénéficier d’heures supplémentaires, conformément au décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002.

La commission Administration Générale du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **accepte** de modifier l’annexe 1 de la délibération du 12 février 2008 conformément à l’exposé du rapporteur.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

20. Journée de solidarité (J-J. DELMAS)

La loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité a modifié les modalités d'accomplissement de la journée de solidarité. Le lundi de pentecôte est redevenu un jour férié et n'est plus la journée de solidarité par défaut.

Cette journée de 7 heures de travail non rémunéré peut désormais s'accomplir selon les 3 modalités suivantes :

- 1°) le travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1^{er} mai ;
- 2°) la suppression d'un jour RTT et pour les agents à 35 heures/semaine, la nécessité d'assurer un service effectif supplémentaire de sept heures.
- 3°) toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congés annuels.

La journée de solidarité peut se fractionner en heures et en jours. La seule exigence est le respect d'un travail supplémentaire effectif.

Il est proposé au Conseil Municipal de retenir la 2^{ème} proposition, à savoir : la suppression d'un jour de RTT et pour les agents travaillant à 35 heures/semaine, la nécessité d'assurer un service effectif supplémentaire de 7 heures.

Le Comité Technique Paritaire, réuni le 4 juin 2008, a émis un avis favorable.

La commission Administration Générale du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

21. Participation de la Commune de Villers-lès-Nancy pour l'acquisition de récupérateurs d'eaux pluviales (C. PERROT)

La Communauté Urbaine du Grand Nancy s'est engagée à travers l'agenda 21 dans une démarche de préservation des ressources naturelles et a décidé, par délibération du 25 janvier 2008, d'associer la population à cette démarche en promouvant l'acquisition de récupérateurs d'eaux pluviales pour un usage externe (arrosage).

Ainsi, les particuliers habitant sur le territoire du Grand Nancy, et qui en font la demande, peuvent bénéficier d'une subvention à hauteur de 50 % du coût d'achat TTC pour l'installation d'un dispositif hors sol de récupération de l'eau de pluie de 300 litres minimum et de ses équipements éventuels (socle, robinet, kit de raccordement), la subvention totale étant plafonnée à 50 €.

Afin de renforcer cette démarche, la municipalité de Villers-lès-Nancy a décidé d'octroyer une aide complémentaire et forfaitaire de 20 € par dispositif dans les mêmes conditions que celles énoncées par la CUGN :

- acquisition d'un équipement d'une capacité minimale de 300 litres destiné à un usage de l'eau en extérieur exclusivement,
- une seule participation par foyer, sur le territoire de la commune de Villers-lès-Nancy,
- présentation d'une facture originale acquittée mentionnant :
 - le nom et l'adresse du fournisseur
 - le nom de l'acquéreur et la date de paiement
 - le descriptif du matériel
- présentation d'un justificatif de domicile.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **décide** d'octroyer une aide complémentaire et forfaitaire de 20 € pour l'acquisition d'un dispositif de récupération d'eaux pluviales dans les mêmes conditions que celles énoncées par la CUGN.

22. Révision des loyers des Foyers de Personnes Agées applicables au 1^{er} juillet 2008 (C. JEANNIN)

Foyer « Le Clairlieu »

Le foyer logement « Le Clairlieu » est un établissement conventionné par l'Etat dans le cadre d'une convention tripartite signée entre la Ville, l'Etat et Meurthe et Moselle Habitat.

La revalorisation des loyers de ce foyer est donc encadrée réglementairement en fonction de la variation du taux d'actualisation de la redevance des foyers logements conventionnés, information communiquée par les services départementaux de l'Équipement, direction de l'Habitat. Ainsi, l'augmentation de la redevance des logements foyers pour personnes âgées pour l'année 2008 a été fixée à + 2,66 % au 1^{er} juillet 2008.

Il est proposé au Conseil Municipal d'appliquer une augmentation de 2,66 % sur les loyers du FPA "Le Clairlieu" à compter du 1^{er} juillet 2008 selon le tableau suivant :

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Type de logements	Prix du loyer 1 ^{er} juillet 2007	Prix du loyer 1 ^{er} juillet 2008
Appartement type F1	273,96 €	281,25 €
Appartement type F1 bis	327,37 €	336,08 €
Appartement F1 bis pour couple	349,53 €	358,83 €
Appartement F1 + F1 bis	414,03 €	425,04 €
Chambre d'accueil	21,81 €	22,39 €

A noter que la redevance maximale applicable selon la convention ne pourrait être supérieure à :

- 441,77 € pour un F1

- 647,09 € pour un F1 bis

La commission Solidarité du 30 mai 2008 a émis un avis favorable.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Foyer « Paul Adam »

Conformément à l'article 3 des conditions générales des baux de location des appartements du foyer logement « Paul Adam », le montant des loyers est révisable chaque année sur la base de l'évolution de l'Indice de référence des loyers (indice INSEE).

L'indice pris en considération est le dernier indice publié (1^{er} trimestre 2008) soit 115,12 ce qui correspond à une variation annuelle de 1,81 %.

Il est proposé au Conseil Municipal d'appliquer une augmentation de 1,81 % sur les loyers du FPA "Paul Adam" à compter du 1^{er} juillet 2008 selon le tableau suivant :

Type de logements	Prix du loyer 1 ^{er} juillet 2007	Prix du loyer 1 ^{er} juillet 2008
Appartement type F1	333,01 €	339,04 €
Appartement type F1 bis	381,09 €	387,99 €
Appartement F1 bis pour couple	409,37 €	416,78 €
Appartement F1 + F1 bis	486,99 €	495,80 €
Chambre d'accueil	21,62 €	22,01 €

Par ailleurs, les résidents ont la possibilité de louer une place de parking aérien selon des modalités définies par l'article 3.1 des conditions générales du bail de location. Le montant de la location initialement fixé à 10 € par mois est révisable chaque année, selon l'indice de référence de loyers.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'appliquer une augmentation de 1,81 % au montant de la location d'une place de parking aérien et de fixer le nouveau tarif à 10,18 € à compter du 1^{er} juillet 2008.

La commission Solidarité du 30 mai 2008 a émis un avis favorable.

La commission des Finances du 5 juin 2008 a émis un avis majoritairement favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

23. Motion en faveur de la réalisation d'une gare TGV à Vandières (P. JACQUEMIN)

La première phase du TGV Est est aujourd'hui réalisée, même si, sur quelques points, en particulier l'offre quantitative de places et la gamme tarifaire, des efforts importants doivent être faits par la SNCF.

Pour la deuxième phase, une étude a mis en évidence la faisabilité technique, et en terme d'aménagement du territoire, d'une gare à Vandières, à l'intersection entre la ligne à grande vitesse et la ligne classique Metz-Nancy.

La gare TGV Voyageurs de Vandières, au niveau de la Lorraine, répondra pleinement à une logique de complémentarité TGV / TER et à un impératif économique. En effet, à l'heure du Grenelle de l'environnement, il est impensable que des usagers du TGV soient obligés d'utiliser systématiquement un véhicule routier pour se rendre à une gare TGV. A ce jour, les personnes les plus faibles économiquement sont encore les plus défavorisées du fait de la hausse du prix des carburants.

Conformément au protocole additionnel à la convention de réalisation et de financement du TGV Est Européen signé le 7 novembre 2000, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la motion susmentionnée et d'apporter son soutien à la création de la gare TGV Lorraine Voyageurs de Vandières.

Séance Ordinaire du 16 juin 2008

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (7 refus de vote : Mme FLECHON-PAGLIA, M. MARCHAL, Mme BEAUQUEL-MOUREY, M. MARCHAL pour M. CHARDON, M. WERNER, M. WERNER pour M. GIRAUD, Mme COUFFIN-KAHN), **approuve** les termes de la motion faisant l'objet de la présente délibération et **apporte** son soutien à la création de la gare TGV Lorraine Voyageurs de Vandières.

LA SEANCE EST LEVEE A 23 H 40

TABLEAU DES SIGNATURES